

Assemblée d'automne de l'Initiative des villes: politique sociale, 13 novembre 2009

Détection précoce du risque de pauvreté: réseauter, observer, agir

Pourquoi une ville comme Augsburg a-t-elle besoin de développer sa propre stratégie contre la pauvreté au niveau communal?

Exposé de Robert Kern, chef de ressort, section Prévention de la pauvreté, Augsburg

Mesdames, Messieurs,

Je voudrais tout d'abord énumérer quelques faits objectifs qui caractérisent notre ville (cf. transparents 1-5): Augsburg, fondée par les Romains, ville des Fugger et Welser, a abrité la première cité sociale du monde, la "Fuggerei". Parmi les 280'000 habitants que compte aujourd'hui la ville, 36,2% ont un passé migratoire dont les origines se répartissent sur 140 nations différentes. Parmi les élèves de l'école primaire, la moitié vient de familles immigrées. Vous le constatez, nous avons à Augsburg toutes les raisons d'agir!

Mesdames, Messieurs,

La thématique de l'assemblée d'aujourd'hui correspond assez précisément aux approches par lesquelles nous avons commencé notre action à Augsburg, au début de 2005, en faveur d'une politique de prévention de la pauvreté.

Quand des hommes ou des femmes se trouvent confrontés à la pauvreté, cet état est précédé de fait par toute une chaîne d'événements qui, si on en avait eu connaissance assez tôt, n'auraient pas forcément entraîné les intéressés dans une situation qui menace leur existence.

Pour contrer les multiples risques de pauvreté liés à notre société industrielle moderne, il est impératif de reconnaître tout d'abord la pauvreté comme un processus qui présente de cas en cas des visages très différents.

Cette diversité dans les risques de pauvreté rendent d'emblée illusoire toute approche de solution généralisée. La prévention de la pauvreté pratiquée à Augsburg tend ainsi non pas à généraliser mais à rechercher des solutions globales au moyen d'une gestion par cas (cf. modèle des 4 piliers).

Un concept de prévention de la pauvreté qui tient compte des situations de vie et des ressources (personnelles et spatio-sociales) est la réponse donnée à la réduction progressive des fonds publics pour mettre à disposition des couches sociales à risque grossissantes les parapluies de sauvetage nécessaires.

Et précisément à ce stade, on tire d'une nécessité sociale une raison économique. La pauvreté coûte de l'argent, et on pourrait justement économiser cet argent en maints endroits si on liait les uns aux autres les besoins sociaux et économiques de notre société.

Un modèle de comptes développé par l'experte en sciences budgétaires, la professeure Uta Maier-Gräwe de Giessen (qui fait aussi partie de l'équipe de compétence de la ministre allemande des Familles von der Leyen), relève avec une précision encore jamais connue jusqu'ici les interactions entre pauvreté, absence de formation, baisse des rentrées fiscales, pertes dans les caisses sociales et prévoyance étatique.

La mère seule "Petra":

- Née dans un milieu pauvre, elle ne fait - comme nombre de ces adolescentes - aucune formation et ne trouve donc pas de travail. Elle met au monde un enfant, reste jusqu'à 50 ans à l'aide sociale et a coûté à ce moment-là près d'un demi-million aux contribuables.
- Née et éduquée en revanche dans un milieu moins défavorisé (classe moyenne), elle bénéficie d'une formation en tant qu'aide-soignante et, après la naissance de son enfant, ne s'arrête que brièvement de travailler; elle ne coûte rien à la société et rapporte même à l'Etat presque un quart de million sous forme d'impôts.

Les communes ne pourront tout simplement plus à l'avenir gérer la pauvreté.

Un programme de prévention de la pauvreté qui repose uniquement sur les fonds publics ne dispose en outre pas non plus de l'ancrage nécessaire dans les structures sociétales pour assurer un impact durable.

Il est donc indispensable de ramener la prévention de la pauvreté à des régions sociales et de solliciter et impliquer les ressources de ces espaces pour résoudre le problème.

Les quartiers urbains concernés se voient confrontés à une multitude de problèmes qui - faute d'être pris en main - entraînent des reports sociétaux irréparables.

La ségrégation sociale entraîne la ghettoïsation de couches entières et de groupes ethniques de la population, qui provoque à son tour justement la formation de sociétés parallèles.

Et précisément ces formes de mircosociétés émergentes empêchent alors déjà au stade des jardins d'enfants chez les plus jeunes de notre société toute intégration, pourtant si urgemment nécessaire, des gens d'origines différentes. La pauvreté devient ainsi localisée.

Le chômage, un taux élevé de pauvreté avec davantage de familles monoparentales et d'enfants, avec pour corollaire une pauvreté des enfants galopante, deviennent la normalité dans les quartiers concernés et associent de manière tragique le nom de ces quartiers à leur situation sociale.

Celles et ceux qui peuvent se le permettre vont déménager dans des endroits plus agréables, alors que la couche sociale inférieure s'installe dans les logements devenus vacants.

Outre la ségrégation sociale, le vieillissement de la population est le défi de l'avenir. En parallèle à ce vieillissement augmente naturellement aussi la part des personnes âgées touchées par la pauvreté. De plus en plus de gens vont donc dépendre de services proches de leur domicile. Dans l'entourage des quartiers de résidence, une infrastructure du style "le magasin de tante Emilie" sera à nouveau nécessaire pour pouvoir couvrir les besoins quotidiens de la population devenue âgée.

Il faut réaliser à temps les exigences que posent cette perspective en termes d'urbanisme. La création d'une *"infrastructure locale qualifiée"* est impérative pour l'intégration des migrants, des chômeurs, des personnes âgées, de malades et des handicapés dans nos structures élargies.

Des petites aides artisanales, telles que l'élimination d'obstacles ou la réparation d'une tuyauterie dans un logement facilitent, déjà grandement la vie des seniors.

Les aînés qui vivent seuls dans de grands appartements et dont les frais de chauffage sont trop élevés partageraient peut-être volontiers leur logement avec une jeune famille si les frais nécessaires à l'aménagement des lieux ne leur incombaient pas. Ces coûts peuvent alors être pris en charge par les communes, des fondations, etc., permettant ainsi d'offrir aux personnes âgées un habitat intégré au quartier. Les générations profitent ainsi les unes des autres.

Les aînés sont en outre le plus souvent restreints dans leur mobilité. Les seniors touchés par la pauvreté sont dès lors justement plus tributaires de services proches de leur domicile puisqu'ils ne peuvent souvent pas payer le coût de la mobilité (TP, voiture, etc.).

Un réseautage des partenaires situés dans l'environnement immédiat des personnes concernées avec les ressources locales existantes, comme les organismes indépendants des oeuvres de bienfaisance, les communautés religieuses, les associations, les voisins, les citoyens bénévoles, les institutions pour le 3e âge, les entreprises, etc., est essentiel pour prévenir la pauvreté.

La pauvreté dans les communes est souvent - en raison d'une politique sociale à courte vue - un problème d'origine interne. Augsburg ne peut et ne veut pas accepter de produire ad eternam des générations de bénéficiaires de l'aide sociale.

Après la pause, je vous expliquerai comment nous attaquons le problème en pratique, au moyen de notre modèle des 4 piliers.